



## Conseil économique et social

Distr. générale  
6 juillet 2015  
Français  
Original : anglais

### Commission économique pour l'Europe

Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe

Groupe de travail des effets

Première session conjointe\*

Genève, 14-18 septembre 2015

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Questions financières et budgétaires

### Questions financières et budgétaires

#### Note du secrétariat

##### Résumé

La présente note porte sur les besoins financiers liés à la mise en œuvre d'activités menées au titre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance en 2014. Elle décrit en particulier les besoins du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), comme le prévoit le Protocole relatif au financement à long terme de l'EMEP (Protocole EMEP), et contient des informations financières sur les activités de base relevant de la Convention non visées par le Protocole EMEP. La note a été établie l'intention de l'Organe directeur EMEP et du Groupe de travail des effets pour examen à leur première session commune.

La note présente aussi des projets de recommandations adressés à l'Organe exécutif de la Convention, comme le prévoient le Protocole de l'EMEP et la décision 2002/1 révisée de l'Organe exécutif [ECE/EB.AIR/77/Add.1, annexe I, par. 3, et ECE/EB.AIR/91, par. 115 e)].

\* L'Organe exécutif de la Convention a décidé qu'à compter de 2015, le Groupe de travail des effets et l'Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe devraient tenir des réunions communes, afin d'améliorer l'intégration et la coopération entre les deux organes subsidiaires scientifiques de la Convention [ECE/EB.AIR/122, par. 47 b)].



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction . . . . .	1	3
I. Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) . . . . .	2–9	3
A. État du fonds d'affectation spéciale, des contributions en nature et des contributions extrabudgétaires . . . . .	3–7	3
B. Budget et contributions obligatoires pour 2015-2017 . . . . .	8–9	4
C. Décisions proposées . . . . .	10	4
II. Activités de base non visées par le Protocole relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe . . . . .	11–20	5
A. Contributions des Parties en 2014 et 2015 et utilisation de ces montants . . . . .	12–17	5
B. Budget et contributions nécessaires pour 2016 et budgets provisoires pour 2017 et 2018 . . . . .	18–19	6
C. Décisions proposées . . . . .	20	6
 Tableaux		
1. Contributions au financement de l'EMEP <sup>1</sup> , au 2 juillet 2015 . . . . .		8
2. Utilisation des ressources prévues au budget en 2014 . . . . .		9
3. Barème des contributions à l'EMEP calculé sur la base du barème des quotes-parts au budget de l'ONU pour 2013 et montant des contributions pour 2016-2017 . . . . .		10
4. Contributions en espèces pour 2014, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention . . . . .		12
5. Contributions en espèces pour 2015, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention, au 2 juillet 2015 . . . . .		14
6. Contributions en nature pour 2014, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention . . . . .		17
7. Contributions en nature pour 2015, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention . . . . .		17
8. Utilisation des contributions en espèces pour financer en partie les activités relatives aux effets et des contributions en nature enregistrées en 2006-2015 . . . . .		18
9. Dépenses de coordination internationale en 2016 pour les activités de base non financées au titre du Protocole EMEP . . . . .		19
10. Contributions enregistrées pour financer en partie les activités relatives aux effets en 2014 . . . . .		20
11. Barème des contributions au fonds d'affectation spéciale recommandé pour les activités de base non visées par le Protocole EMEP pour 2016-2017, compte tenu de la demande de l'Organe exécutif tendant à modifier le tableau de sa décision 2002/1 révisée, et du tableau 10 ci-dessus . . . . .		21

<sup>1</sup> Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.

## Introduction

1. La section I de la présente note porte sur les besoins financiers du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) pour 2016, comme le prévoit l'article 5 du Protocole de 1984 relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (Protocole EMEP), et la section II sur les besoins financiers pour 2016 liés aux activités de base non visées par le Protocole, comme le prévoit la décision 2002/1 révisée de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance [ECE/EB.AIR/77/Add.1, annexe I, par. 6, et ECE/EB.AIR/91, par. 115 e)]. Cette note fournit également les éléments clefs et la liste des projets de recommandations à adresser à l'Organe exécutif, comme le prévoient le Protocole EMEP et la décision 2002/1 révisée de l'Organe exécutif.

### **I. Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)**

2. La présente rend compte de l'utilisation du budget de l'EMEP en 2014 et fait le point des contributions des Parties, y compris les arriérés. Elle présente aussi, pour approbation par l'Organe exécutif, le projet de barème des contributions obligatoires pour 2016-2017 calculées sur la base du barème des quotes-parts au budget de l'ONU pour 2013.

#### **A. État du fonds d'affectation spéciale, des contributions en nature et des contributions extrabudgétaires**

3. On trouvera au tableau 1 un état récapitulatif des contributions versées au 2 juillet 2015 par les Parties à la Convention pour le financement à long terme de l'EMEP, c'est-à-dire à la fois les contributions obligatoires des Parties au Protocole EMEP situées dans la zone géographique des activités de l'EMEP et les contributions volontaires du Canada et des États-Unis d'Amérique en tant que Parties situées à l'extérieur de cette zone. Comme indiqué dans le tableau, les contributions en espèces pour 2015 reçues au 2 juillet 2015 se chiffraient à 1 679 822 dollars. Les contributions en espèces au fonds d'affectation spéciale attendues pour 2015 n'avaient pas encore été acquittées par les pays suivants : Albanie, Arménie, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Malte, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie et Ukraine.

4. Selon les comptes du secrétariat, le total des arriérés en espèces s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier 2015 à 123 746 dollars, alors qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, ils étaient de 212 463 dollars.

5. La France et l'Allemagne avaient réglé la totalité de leurs arriérés des années précédentes. Les trois montants d'arriérés les plus élevés avaient été accumulés par la Grèce, la Roumanie et la Slovénie : 35 530 dollars, 41 560 dollars et 11 300 dollars respectivement.

6. L'utilisation des ressources prévues au budget par les centres EMEP en 2014 est présentée au tableau 2.

7. En sus des contributions récapitulées au tableau 1, des contributions volontaires extrabudgétaires sont versées directement aux centres EMEP depuis plusieurs années. En 2011, le Centre de synthèse météorologique-Ouest (CSM-O) a reçu directement de l'organisme qui l'héberge, l'Institut météorologique norvégien, des contributions extrabudgétaires d'un montant total de 737 329 dollars (1 366 277 dollars en 2012 et 1 576 212 dollars en 2013), non compris la contribution de 97 329 dollars (108 611 dollars en 2012) du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI). Le Centre de coordination pour les questions chimiques (CCQC) a reçu de l'Institut norvégien de recherche dans le domaine atmosphérique (NILU), qui l'héberge, l'équivalent de 150 000 dollars (65 000 dollars en 2012 et 111 000 dollars en 2013). Toujours en 2011, le Centre de synthèse météorologique-Est (CSM-E) a reçu 105 436 dollars de l'Union européenne, 17 861 dollars de la Commission pour la protection du milieu marin de la mer Baltique, 19 340 dollars de l'Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable et 8 100 dollars de la Suède dans le cadre du projet relatif aux polluants organiques persistants dans la Baltique. La contribution en nature totale du CSM-E à ses propres travaux a été de 150 537 dollars en 2011 (aucune contribution en nature n'a été signalée pour 2012; la contribution a été de 57 635 dollars en 2013). En 2014, le CCQC a fait état de contributions en nature d'une valeur de 127 000 dollars, le CSM-O de contributions en nature d'un montant de 1 698 443 dollars (dont 137 613 dollars provenant du CMEI) et le CSM-E de contributions en nature d'un montant estimé à 75 308 dollars.

## **B. Budget et contributions obligatoires pour 2015-2017**

8. À sa vingt-sixième session (Genève, 15-18 décembre 2008), l'Organe exécutif avait décidé, en s'appuyant sur la recommandation de l'Organe directeur de l'EMEP, d'accroître le budget de l'EMEP pour la période 2008-2010 et de le porter à 2 358 700 dollars afin de financer les nouvelles priorités et de faire face à l'augmentation des besoins en ressources, notamment pour les travaux sur les données d'émission et les activités destinées à renforcer la participation des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale.

9. À sa soixante-septième session en 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée sur le barème des quotes-parts pour la période 2013-2015 (Taux de contribution au budget de l'ONU de 2013)<sup>2</sup>. À sa trente-huitième session (Genève, 15-17 septembre 2014), l'Organe directeur a examiné le budget détaillé pour 2015 et a adopté le projet de barème des contributions obligatoires des Parties pour 2015-2016, calculées sur la base du barème des quotes-parts au budget de l'ONU de 2013. La proposition de barème des contributions de l'EMEP pour 2016-2017 est présentée au tableau 3.

## **C. Décisions proposées**

10. Les participants à la session conjointe de l'Organe directeur de l'EMEP et du Groupe de travail des effets voudront peut-être :

a) Prendre note de l'état des contributions au financement de l'EMEP présenté dans le présent document et des renseignements complémentaires fournis par le secrétariat au cours de la session;

b) Approuver l'utilisation des ressources par les centres EMEP en 2014, telle qu'elle ressort du tableau 2;

---

<sup>2</sup> Voir résolution A/RES/67/238.

c) Adopter le projet de barème des contributions obligatoires des Parties pour 2016-2017, tel qu'il figure au tableau 3;

d) Engager les Parties au Protocole EMEP à envisager d'apporter des contributions volontaires (en nature ou en espèces par le biais du Fonds d'affectation spéciale) afin que l'EMEP puisse mener à bien les activités prévues dans le plan de travail, en particulier les tâches difficiles dont il devra s'acquitter en 2016;

e) Présenter à l'Organe exécutif un projet de budget détaillé pour 2016, pour adoption à sa trente-cinquième session;

f) Demander instamment aux Parties qui ne l'ont pas encore fait de verser leur contribution en espèces pour 2015 au fonds d'affectation spéciale et, en 2016, de verser leur contribution à temps pour qu'elle parvienne au fonds au cours du premier semestre.

## **II. Activités de base non visées par le Protocole relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe**

11. Cette section présente les ressources nécessaires aux centres de programme qui ne sont pas financés au titre du Protocole EMEP. Comme prévu dans la décision 2002/1 révisée, on y trouvera les contributions, en espèces ou en nature, des Parties en 2014 et 2015. Elle présente également, pour examen et approbation par l'Organe exécutif, une proposition de budget pour 2016 et des budgets provisoires pour 2017 et 2018.

### **A. Contributions des Parties en 2014 et 2015 et utilisation de ces montants**

12. À sa trente-troisième session (Genève, 8-11 décembre 2014), l'Organe exécutif a décidé d'adopter, pour les activités de base non financées au titre du Protocole EMEP, un budget total pour 2015 de 2 152 700 dollars [ECE/EB.AIR/127, par. 72 c)]. Le secrétariat a envoyé à toutes les Parties une lettre pour les informer du montant des contributions recommandé pour constituer le budget de 2015, et les inviter à verser leur contribution au fonds d'affectation spéciale pour les activités relatives aux effets, comme convenu dans la décision révisée 2002/1.

13. Tout au long de 2014 et en 2015, les Parties ont versé des contributions en espèces au fonds d'affectation spéciale conformément à la décision 2002/1 révisée. Certaines étaient destinées à tel ou tel centre de programme, ce qui est indiqué dans la liste, tandis que d'autres n'étaient pas réservées et sont donc consignées en tant que telles. Les tableaux 4 (Contributions en espèces pour 2014, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention) et 5 (Contributions en espèces pour 2015, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention, au 2 juillet 2015) indiquent également la contribution recommandée aux Parties par l'Organe exécutif ainsi que le montant réellement versé.

14. Pour 2015, 22 Parties au total ont versé des contributions s'élevant à 2 084 536 dollars (au 2 juillet 2015), dont 1 841 323 dollars de contributions en nature et 243 213 dollars de contributions en espèces au fonds d'affectation spéciale.

15. Comme le prévoit la décision 2002/1 révisée, l'Allemagne, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse ont informé le secrétariat de leurs contributions en nature pour 2014 et 2015 et le secrétariat a inclus les montants correspondants dans les tableaux 6 et 7. L'utilisation des contributions en espèces, réservées ou non réservées, pour la période 2006-2015 est présentée dans le tableau 8. Le tableau 9 indique les dépenses de la coordination internationale pour 2016, et le tableau 10 présente les contributions enregistrées pour financer en partie les activités relatives aux effets en 2014.

16. Les contributions étant reçues tout au long de l'année sans préavis du montant à recevoir, il n'est pas possible de planifier des contrats avec les centres. Les contrats pour l'année en cours sont établis en fonction des contributions au fonds d'affectation spéciale versées par les Parties au 30 novembre de l'année précédente.

17. En sus des contributions en espèces, des contributions additionnelles ont été fournies par les pays chefs de file de programme et les pays qui accueillent les centres de programme. Plusieurs Parties ont par ailleurs fourni un appui supplémentaire en accueillant des réunions d'équipes spéciales, des ateliers ou des réunions d'experts.

## **B. Budget et contributions nécessaires pour 2016 et budgets provisoires pour 2017 et 2018**

18. À sa trente-troisième session, l'Organe exécutif a adopté, pour les activités de base non financées au titre du Protocole EMEP, un budget pour 2015 de 2 152 700 dollars (y compris 3 % de dépenses d'appui aux programmes), ainsi que des budgets provisoires pour 2016 et 2017 d'un même montant.

19. L'Organe exécutif a invité le secrétariat à lui donner des renseignements sur le montant des contributions au fonds d'affectation spéciale pour les activités relatives aux effets au 30 novembre 2015 et à les lui communiquer à sa trente-quatrième session (Genève, 18 décembre 2015). Il a recommandé que ce montant soit utilisé pour cofinancer les activités en question en 2016. L'Organe exécutif a encouragé les Parties à verser leurs contributions au fonds avant le 30 novembre de chaque année.

## **C. Décisions proposées**

20. À leur première session conjointe, l'Organe directeur de l'EMEP et le Groupe de travail des effets voudront peut-être :

a) Prendre note des contributions en espèces versées au fonds d'affectation spéciale pour les activités relatives aux effets en 2014 et 2015, mais aussi déplorer l'absence de réaction de nombreuses Parties;

b) Approuver pour 2016 des dépenses de coordination internationale s'établissant à 2 152 700 dollars pour différents éléments des activités relatives aux effets, ainsi que des prévisions de dépenses provisoires de 2 152 700 dollars pour 2017 et 2018, en vue de leur soumission à l'Organe exécutif;

c) Approuver le barème recommandé des contributions au fonds d'affectation spéciale pour les activités de base non visées par le Protocole EMEP pour 2016, comme indiqué dans le tableau 11, qui s'appuie sur le barème des quotes-parts pour 2013 établi par la résolution 67/238 de l'Assemblée générale;

d) Inviter toutes les Parties à verser les contributions recommandées au fonds d'affectation spéciale, avant le 30 novembre de chaque année;

e) Noter avec satisfaction l'appui indispensable qui est fourni à la Convention et à ses organes par les pays chefs de file, les pays qui hébergent des centres de coordination et ceux qui organisent des réunions, ainsi que les pays qui financent les activités de leurs centres de liaison ou points de contact nationaux et la participation active d'experts nationaux.

Tableau 1  
**Contributions au financement de l'EMEP, au 2 juillet 2015**

(En dollars É.-U.)

Partie	Date d'entrée en vigueur du Protocole EMEP	Contributions reçues			Contributions pour 2015	
		En nature 1981-2010	En espèces 1981-2014	Arriérés au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	Prévues	Reçues
Albanie	6 septembre 2011	–	560	–	560	–
Arménie	21 janvier 2014	–	–	–	390	–
Allemagne	28 janvier 1988	–	10 358 006	–	397 630	397 630
Autriche	28 janvier 1988	–	1 075 784	–	44 440	44 440
Bélarus	28 janvier 1988	120 650	11 380	–	3 120	–
Belgique	28 janvier 1988	–	1 256 458	–	55 570	–
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	–	7 355	680	950	1 630
Bulgarie	28 janvier 1988	60 169	17 890	–	2 620	–
Canada	28 janvier 1988	–	86 614	–	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>
Chypre	18 février 1992	–	36 108	–	2 620	2 620
Croatie	8 octobre 1992	–	61 281	–	7 020	7 020
Danemark	28 janvier 1988	–	895 130	–	37 590	37 590
Espagne	28 janvier 1988	–	2 710 794	6 577	165 550	–
Estonie	7 mars 2002	–	14 479	–	2 230	2 200
États-Unis	28 janvier 1988	–	179 850	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>	–
Ex-République démocratique allemande		171 052	–	–	–	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	31 mars 2010	–	–	1 380	450	–
Ex-Tchécoslovaquie		113 405	–	–	–	–
Ex-Union soviétique		2 669 522	–	–	–	–
Ex-Yougoslavie		–	25 699	–	–	–
Fédération de Russie	28 janvier 1988	2 434 909	1 217 739	–	135 750	135 750
Finlande	28 janvier 1988	–	789 449	–	28 900	28 880
France	28 janvier 1988	–	6 737 929	–	311 430	311 430
Géorgie	8 mai 2014	–	390	–	390	–
Grèce	22 septembre 1988	–	487 751	35 530	35 530	–
Hongrie	28 janvier 1988	24 945	193 696	19	14 810	–
Irlande	28 janvier 1988	–	391 118	–	23 280	–
Italie	12 avril 1989	–	4 981 737	2 986	247 680	223 782
Lettonie	19 mai 1997	–	21 770	–	2 620	–
Liechtenstein	28 janvier 1988	–	8 839	500	500	970
Lituanie	7 novembre 2003	–	17 540	3 410	4 060	4 060

Partie	Date d'entrée en vigueur du Protocole EMEP	Contributions reçues			Contributions pour 2015	
		En nature 1981-2010	En espèces 1981-2014	Arriérés au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	Prévues	Reçues
Luxembourg	28 janvier 1988	–	80 488	4 770	4 510	9 280
Malte	12 juin 1997	–	7 769	4 551	890	–
Monaco	25 novembre 1999	–	3 122	–	670	670
Monténégro	23 octobre 2006	–	1 056	54	280	–
Norvège	28 janvier 1988	–	1 034 669	–	47 390	47 390
Pays-Bas	28 janvier 1988	–	2 203 678	–	92 100	92 080
Pologne	13 décembre 1988	131 337	500 603	–	51 280	51 280
Portugal	10 avril 1989	–	399 801	–	26 390	–
République tchèque	1 <sup>er</sup> janvier 1993	–	286 122	–	21 490	–
Roumanie	27 juillet 2003	–	11 540	41 560	12 580	–
Royaume-Uni	28 janvier 1988	–	6 661 065	–	288 380	–
Serbie	27 avril 1992	–	38 705	4 890	2 230	–
Slovaquie	28 mai 1993	–	96 135	–	9 520	–
Slovénie	6 juillet 1992	–	66 936	11 330	5 570	16 900
Suède	28 janvier 1988	–	1 443 239	–	53 460	53 460
Suisse	28 janvier 1988	–	1 494 795	–	58 300	58 300
Turquie	28 janvier 1988	–	532 919	–	73 950	73 950
Ukraine	28 janvier 1988	180 164	36 357	5 510	5 510	–
Union européenne	28 janvier 1988	–	1 769 107	–	78 510	78 510
<b>Total</b>	<b>46 Parties</b>	<b>5 906 153</b>	<b>48 253 452</b>	<b>123 746</b>	<b>2 358 700</b>	<b>1 679 822</b>

<sup>a</sup> Contribution volontaire.

Tableau 2  
Utilisation des ressources prévues au budget en 2014

(En dollars É.-U.)

Domaine d'activité	Total		CCQC		CSM-E		CSM-O	
	Ressources prévues au budget	Dépenses communiquées						
A. Surveillance atmosphérique	820 000	820 761	820 000	820 761	–	–	–	–
B. Modélisation atmosphérique	845 000	716 844	–	–	395 000	394 841	450 000	322 003
C. Modèles source-récepteur	180 000	314 617	–	–	60 000	60 159	120 000	254 458
D. Modèles d'évaluation intégrée <sup>a</sup>	155 000	155 000	–	–	–	–	155 000	155 000
E. Inventaires des émissions <sup>b</sup>	290 000	292 479	–	–	–	–	290 000	292 479
<b>Sous-total (A-E)</b>	<b>2 290 000</b>	<b>2 299 701</b>	<b>820 000</b>	<b>820 761</b>	<b>455 000</b>	<b>455 000</b>	<b>1 015 000</b>	<b>1 023 940</b>

Domaine d'activité	Total		CCQC		CSM-E		CSM-O	
	Ressources prévues au budget	Dépenses communiquées						
F. Dépenses d'appui aux programmes (3 %)	68 700							
<b>Total (A-F)</b>	<b>2 358 700</b>							

<sup>a</sup> Activités menées en collaboration avec le CMEI.

<sup>b</sup> Activités menées en collaboration avec le Centre des inventaires et des projections des émissions (CIPE) de l'EMEP.

Tableau 3

**Barème des contributions à l'EMEP calculé sur la base du barème des quotes-parts au budget de l'ONU pour 2013 et montant des contributions pour 2016-2017**

	Taux de contribution au budget de l'ONU 2013 (en pourcentage)	Part du budget de l'EMEP (en pourcentage)	Barème des contributions à l'EMEP (en pourcentage)	Montant des contributions pour 2016 (en dollars É.-U.)	Montant des contributions pour 2017 (en dollars É.-U.)
<i>Partie au Protocole EMEP non membre de l'UE</i>					
Albanie	0,010	0,0235	0,0236	560	560
Arménie	0,007	0,0164	0,0165	390	390
Bélarus	0,056	0,1316	0,1322	3 120	3 120
Bosnie-Herzégovine	0,017	0,0399	0,0401	950	950
Canada	2,984	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>
États-Unis d'Amérique	22,000	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>	<sup>a</sup>
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,008	0,0188	0,0189	450	450
Fédération de Russie	2,438	5,7285	5,7555	135 750	135 750
Géorgie	0,007	0,0164	0,0165	390	390
Liechtenstein	0,009	0,0211	0,0212	500	500
Monaco	0,012	0,0282	0,0283	670	670
Monténégro	0,005	0,0117	0,0118	280	280
Norvège	0,851	1,9996	2,0090	47 390	47 390
Serbie	0,040	0,0940	0,0944	2 230	2 230
Suisse	1,047	2,4601	2,4717	58 300	58 300
Turquie	1,328	3,1204	3,1351	73 950	73 950
Ukraine	0,099	0,2326	0,2337	5 510	5 510
<i>Partie au Protocole EMEP membre de l'UE</i>					
Allemagne	7,141	16,7790	16,8581	397 630	397 630
Autriche	0,798	1,8750	1,8839	44 440	44 440
Belgique	0,998	2,3450	2,3560	55 570	55 570
Bulgarie	0,047	0,1104	0,1110	2 620	2 620
Chypre	0,047	0,1104	0,1110	2 620	2 620
Croatie	0,126	0,2961	0,2975	7 020	7 020
Danemark	0,675	1,5860	1,5935	37 590	37 590
Espagne	2,973	6,9856	7,0185	165 550	165 550
Estonie	0,040	0,0940	0,0944	2 230	2 230

	<i>Taux de contribution au budget de l'ONU 2013 (en pourcentage)</i>	<i>Part du budget de l'EMEP (en pourcentage)</i>	<i>Barème des contributions à l'EMEP (en pourcentage)</i>	<i>Montant des contributions pour 2016 (en dollars É.-U.)</i>	<i>Montant des contributions pour 2017 (en dollars É.-U.)</i>
Finlande	0,519	1,2195	1,2252	28 900	28 900
France	5,593	13,1417	13,2036	311 430	311 430
Grèce	0,638	1,4991	1,5062	35 530	35 530
Hongrie	0,266	0,6250	0,6280	14 810	14 810
Irlande	0,418	0,9822	0,9868	23 280	23 280
Italie	4,448	10,4513	10,5006	247 680	247 680
Lettonie	0,047	0,1104	0,1110	2 620	2 620
Lituanie	0,073	0,1715	0,1723	4 060	4 060
Luxembourg	0,081	0,1903	0,1912	4 510	4 510
Malte	0,016	0,0376	0,0378	890	890
Pays-Bas	1,654	3,8863	3,9047	92 100	92 100
Pologne	0,921	2,1640	2,1742	51 280	51 280
Portugal	0,474	1,1137	1,1190	26 390	26 390
République tchèque	0,386	0,9070	0,9112	21 490	21 490
Roumanie	0,226	0,5310	0,5335	12 580	12 580
Royaume-Uni	5,179	12,1689	12,2263	288 380	288 380
Slovaquie	0,171	0,4018	0,4037	9 520	9 520
Slovénie	0,100	0,2350	0,2361	5 570	5 570
Suède	0,960	2,2557	2,2663	53 460	53 460
Union européenne		3,3300	3,3300	78 510	78 510
<b>Total</b>		<b>99,7363</b>	<b>100,000</b>	<b>2 358 700</b>	<b>2 358 700</b>
<i>Partie à la Convention, mais non au Protocole EMEP</i>					
Azerbaïdjan	0,040	0,0940	<i>b</i>	<i>b</i>	<i>b</i>
Islande	0,027	0,0634	<i>b</i>	<i>b</i>	<i>b</i>
Kazakhstan	0,121	0,2843	<i>b</i>	<i>b</i>	<i>b</i>
Kirghizistan	0,002	0,0047	<i>b</i>	<i>b</i>	<i>b</i>
République de Moldova	0,003	0,0070	<i>b</i>	<i>b</i>	<i>b</i>
<b>Total (non compris le Canada et les États-Unis)</b>	<b>41,142</b>	<b>100,000</b>			

<sup>a</sup> Contribution volontaire.

<sup>b</sup> Sans objet.

Tableau 4

**Contributions en espèces pour 2014, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention**

(En dollars É.-U.)

	<i>PIC- Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>Santé</i>	<i>CMEI</i>	<i>Réservées en espèces</i>	<i>Non réservées en espèces</i>	<b>Total reçu en espèces</b>	<i>Contribution recommandée</i>
Albanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	495	<b>495</b>	495
Allemagne	27 705	–	–	–	–	–	–	–	27 705	–	<b>27 705</b>	361 202
Arménie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	344	<b>344</b>	344
Autriche	2 383	–	–	–	–	–	–	37 978	40 361	–	<b>40 361</b>	40 363
Azerbaïdjan	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 024	<b>2 024</b>	2 024
Bélarus	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 842	<b>2 842</b>	2 842
Belgique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	41 527	<b>41 527</b>	41 527
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	861	<b>861</b>	861
Bulgarie	525	–	–	–	–	–	–	–	525	2 368	<b>2 893</b>	2 368
Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<sup>a</sup>
Chypre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 368
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6 372	<b>6 372</b>	6 372
Danemark	–	–	–	–	–	–	–	–	–	34 142	<b>34 142</b>	34 142
Espagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	150 388
Estonie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2 024
États-Unis d'Amérique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<sup>a</sup>
Ex-République yougoslave de Macédoine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	409
Fédération de Russie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	123 307
Finlande	1 605	–	–	–	–	–	–	–	1 605	–	<b>1 605</b>	26 241
France	16 454	–	–	–	–	–	–	–	16 454	–	–	282 908
Géorgie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	344	<b>344</b>	344
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	32 269
Hongrie	655	–	–	–	–	–	–	–	655	13 425	<b>14 080</b>	13 454
Irlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	21 140	<b>21 140</b>	21 140

	<i>PIC- Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>Santé</i>	<i>CMEI</i>	<i>Réservées en espèces</i>	<i>Non réservées en espèces</i>	<b>Total reçu en espèces</b>	<i>Contribution recommandée</i>
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 336	<b>1 336</b>	1 356
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	224 979
Kazakhstan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 114
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	144	-	108
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 368
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	881	<b>881</b>	452
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 691	-	3 703
Luxembourg	278	-	-	-	-	-	-	-	278	8 431	<b>8 709</b>	4 090
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	818
Monaco	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	603
Monténégro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	232	<b>232</b>	258
Norvège	1 695	42 808	-	-	-	-	-	-	44 503	-	<b>44 749</b>	43 054
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67 650	<b>67 650</b>	83 654
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46 584	<b>46 584</b>	46 584
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23 981
République de Moldova	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	151
République tchèque	1 485	-	-	-	-	-	-	-	1 485	19 525	<b>21 010</b>	19 525
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 247	<b>5 247</b>	11 431
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	261 962
Serbie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 024	-	2 024
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 654
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 059
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48 565
Suisse	3 390	-	-	-	-	-	-	-	3 390	52 956	<b>52 956</b>	52 956
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67 164
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 016
Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71 725	<b>71 725</b>	71 725
<b>Contribution totale</b>	<b>56 175</b>	<b>42 808</b>	-	-	-	-	-	<b>37 978</b>	<b>136 961</b>	<b>406 290</b>	<b>543 251</b>	<b>2 152 700</b>

*Notes* : Les contributions indiquées au titre des centres de programme et d'autres organes subsidiaires de la Convention comprennent les montants réservés destinés à leurs travaux. Les contributions recommandées sont celles qui ont été approuvées par l'Organe exécutif.

*Abréviations* : PIC-Forêts = Programme international concerté (PIC) d'évaluation et de surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur les forêts; PIC-Eaux = PIC d'évaluation et de surveillance de l'acidification des cours d'eau et des lacs; PIC-Matériaux = PIC relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur les matériaux, y compris ceux des monuments historiques et culturels; PIC-Végétation = PIC relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur la végétation naturelle et les cultures; PIC-SI = PIC de surveillance intégrée des effets de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes; PIC-Cartographie = PIC de modélisation et de cartographie des niveaux et des charges critiques ainsi que des effets, des risques et des tendances de la pollution atmosphérique; Santé = Équipe spéciale mixte des aspects sanitaires de la pollution atmosphérique; CMEI = Centre pour les modèles d'évaluation intégrée.

<sup>a</sup> Contribution volontaire.

Tableau 5  
**Contributions en espèces pour 2015, réservées ou non réservées, aux fins du financement des activités de base relevant de la Convention, au 2 juillet 2015**

(En dollars É.-U.)

	<i>PIC-Forêts</i>	<i>PIC-Eaux</i>	<i>PIC-Matériaux</i>	<i>PIC-Végétation</i>	<i>PIC-SI</i>	<i>PIC-Cartographie</i>	<i>Santé</i>	<i>CMEI</i>	<i>Réservées en espèces</i>	<i>Non réservées en espèces</i>	<b>Total reçu en espèces</b>	<i>Contribution recommandée</i>
Albanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	495
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	361 202
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	344
Autriche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40 363
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 024	<b>2 024</b>	2 024
Bélarus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 842
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16 649	<b>16 649</b>	50 481
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	861	<b>861</b>	861
Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 368
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<sup>a</sup>
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 368
Croatie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 372	<b>6 372</b>	6 372
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34 142
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	150 388
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 024
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<sup>a</sup>
Ex-République yougoslave de Macédoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	409
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123 307

	<i>PIC- Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>Santé</i>	<i>CMEI</i>	<i>Réservées en espèces</i>	<i>Non réservées en espèces</i>	<b>Total reçu en espèces</b>	<i>Contribution recommandée</i>
Finlande	1 605	-	-	-	-	-	-	-	1 605	-	<b>1 605</b>	26 241
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	282 908
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	344	<b>344</b>	344
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32 269
Hongrie	655	-	-	-	-	-	-	-	655	-	<b>655</b>	13 454
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21 140
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 356
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	224 979
Kazakhstan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 114
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 368
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	452
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 703	<b>3 703</b>	3 703
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 090
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	818
Monaco	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	603
Monténégro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	232	<b>232</b>	258
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43 054
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83 654
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46 584	<b>46 584</b>	46 584
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23 981
République de Moldova	-	-	-	-	-	-	-	-	-	151	<b>151</b>	151
République tchèque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19 525
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 431	<b>11 431</b>	11 431
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	261 962
Serbie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 024
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 654	<b>8 654</b>	8 654
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 059	<b>5 059</b>	5 059
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48 565
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52 956

	<i>PIC- Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>Santé</i>	<i>CMEI</i>	<i>Réservées en espèces</i>	<i>Non réservées en espèces</i>	<b>Total reçu en espèces</b>	<i>Contribution recommandée</i>
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	67 164	<b>67 164</b>	67 164
Ukraine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5 016
Union européenne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	71 725	<b>71 725</b>	71 725
<b>Contribution totale</b>	<b>2 260</b>	–	–	–	–	–	–	–	<b>2 260</b>	<b>240 953</b>	<b>243 213</b>	<b>2 152 700</b>

*Notes* : Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes du tableau 4. Les contributions indiquées au titre des centres de programme et d'autres organes subsidiaires de la Convention comprennent les montants réservés destinés à leurs travaux. Les contributions recommandées sont celles qui ont été approuvées par l'Organe exécutif.

<sup>a</sup> Contribution volontaire.

Tableau 6  
**Contributions en nature pour 2014, aux fins du financement des activités de base  
relevant de la Convention**

(En dollars É.-U.)

<i>Contributeurs en 2014</i>	<i>PIC- Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>CCE</i>	<i>Santé</i>	<b>Total</b>
Allemagne <sup>b</sup>	164 470	–	–	–	–	–	–	43 000	<b>207 470</b>
Finlande	–	–	–	–	170 000	–	–	–	<b>170 000</b>
France <sup>a</sup>	–	–	–	–	–	84 500	–	22 500	<b>107 000</b>
Italie	–	–	63 000	–	–	–	–	–	<b>63 000</b>
Norvège	–	242 000	–	–	–	–	–	–	<b>242 000</b>
Pays-Bas <sup>c</sup>	–	–	–	–	–	–	658 837	–	<b>658 837</b>
Royaume-Uni	–	–	–	180 000	–	–	–	–	<b>180 000</b>
Suède <sup>d</sup>	–	–	70 600	–	55 600	–	–	–	<b>126 200</b>
Suisse <sup>e</sup>	–	–	–	22 508	–	–	–	64 309	<b>86 817</b>
<b>Total</b>	<b>164 470</b>	<b>242 000</b>	<b>136 600</b>	<b>202 508</b>	<b>225 600</b>	<b>84 500</b>	<b>658 837</b>	<b>129 809</b>	<b>1 841 323</b>

Notes : Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes au tableau 4. CCE : Centre de coordination pour les effets.

<sup>a</sup> Contribution d'une valeur de 65 000 et 20 000 euros respectivement.

<sup>b</sup> Contributions d'une valeur de 126 515 et environ 43 000 euros respectivement.

<sup>c</sup> Contributions d'une valeur de 589 000 euros.

<sup>d</sup> Contributions d'une valeur de 460 000 et 365 000 couronnes suédoises respectivement.

<sup>e</sup> Contributions d'une valeur de 21 000 et 60 000 FS respectivement.

Tableau 7  
**Contributions en nature pour 2015, aux fins du financement des activités de base  
relevant de la Convention**

(En dollars É.-U.)

<i>Contributeurs en 2015</i>	<i>PIC-Forêts</i>	<i>PIC- Eaux</i>	<i>PIC- Matériaux</i>	<i>PIC- Végétation</i>	<i>PIC- SI</i>	<i>PIC- Cartographie</i>	<i>CCE</i>	<i>Santé</i>	<b>Total</b>
Allemagne <sup>b</sup>	164 470	–	–	–	–	–	–	11 816	<b>175 656</b>
Finlande	–	–	–	–	170 000	–	–	–	<b>170 000</b>
France <sup>a</sup>	–	–	–	–	–	84 500	–	–	<b>84 500</b>
Italie	–	–	63 000	–	–	–	–	–	<b>63 000</b>
Norvège	–	242 000	–	–	–	–	–	–	<b>242 000</b>
Pays-Bas <sup>c</sup>	–	–	–	–	–	–	774 000	–	<b>774 000</b>
Royaume-Uni	–	–	–	180 000	–	–	–	–	<b>180 000</b>
Suède <sup>d</sup>	–	–	59 400	–	46 300	–	–	–	<b>105 700</b>
Suisse <sup>e</sup>	–	16 077	–	–	–	–	–	64 309	<b>80 386</b>
<b>Total</b>	<b>164 470</b>	<b>258 077</b>	<b>122 400</b>	<b>180 000</b>	<b>216 300</b>	<b>84 500</b>	<b>520 134</b>	<b>75 494</b>	<b>1 621 376</b>

Notes : Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes au tableau 4. CCE : Centre de coordination pour les effets.

<sup>a</sup> Contribution d'une valeur de 65 000 euros.

<sup>b</sup> Contributions d'une valeur de 126 515 (préliminaire) et environ 10 000 euros respectivement.

<sup>c</sup> Contribution d'une valeur de 465 000 euros.

<sup>d</sup> Contributions d'une valeur de 490 000 et 382 000 couronnes suédoises respectivement.

<sup>e</sup> Contributions d'une valeur de 15 000 et 60 000 FS respectivement.

Tableau 8  
Utilisation des contributions en espèces pour financer en partie les activités relatives aux effets  
et des contributions en nature enregistrées en 2006-2015

(En dollars É.-U.)

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 <sup>a</sup>
<i>Contributions réservées</i>										
PIC-Forêts	50 000	133 000	106 000	61 000	48 000	74 160	57 800	36 700	59 900	54 600
PIC-Eaux	30 000	59 000	32 000	39 000	36 000	38 000	40 600	41 900	41 900	42 800
PIC-Matériaux	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
PIC-Végétation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
PIC-Surveillance intégrée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
PIC-Cartographie	–	–	–	–	–	12 000	–	–	–	–
Équipe spéciale des aspects sanitaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
CMEI	47 358	–	–	43 248	43 000	52 000	–	38 600	38 600	37 800
Rapports de fond	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel – contributions réservées</b>	<b>80 000</b>	<b>192 000</b>	<b>138 000</b>	<b>143 248</b>	<b>127 000</b>	<b>176 160</b>	<b>98 400</b>	<b>117 200</b>	<b>140 400</b>	<b>135 200</b>
<i>Contributions non réservées<sup>b</sup></i>										
PIC-Forêts	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
PIC-Eaux	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
PIC-Matériaux	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
PIC-Végétation	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
PIC-Surveillance intégrée	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
PIC-Cartographie	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
Équipe spéciale des aspects sanitaires	40 000	69 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
CMEI	83 000	93 000	67 000	59 000	68 000	49 000	70 700	48 700	47 600	42 600
Rapports de fond	–	–	9 000	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel – contributions non réservées</b>	<b>363 000</b>	<b>576 000</b>	<b>545 000</b>	<b>472 000</b>	<b>544 000</b>	<b>392 000</b>	<b>565 600</b>	<b>389 600</b>	<b>380 800</b>	<b>340 800</b>

Notes : Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes au tableau 4. CCE : Centre de coordination pour les effets.

<sup>a</sup> Montants engagés mais non encore débités du fonds d'affectation spéciale.

<sup>b</sup> Les contributions non réservées ont été réparties à égalité entre les PIC, l'Équipe spéciale et le CMEI; pour ce dernier, la somme attribuée comprend un montant supplémentaire provenant de l'accumulation des sommes allouées et des contributions réservées au cours des années antérieures.

Tableau 9

**Dépenses de coordination internationale en 2016 pour les activités de base non financées au titre du Protocole EMEP**

(En dollars É.-U.)

<i>Activité</i>	<i>PIC-Forêts; CCP<sup>a</sup></i>	<i>PIC-Eaux; CP<sup>b</sup></i>	<i>PIC-Matériaux; CRPP<sup>c</sup></i>	<i>PIC-Végétation; CCP<sup>d</sup></i>	<i>PIC-SI; CP<sup>e</sup></i>	<i>PIC-Cartographie; CCE<sup>f</sup></i>	<i>Santé<sup>g</sup></i>	<i>CMEI<sup>h</sup></i>	<b>Total partiel par activité</b>
Surveillance et évaluation	100 000	60 000	70 000	30 000	75 000	–	–	–	<b>335 000</b>
Dose-réaction	40 000	60 000	75 000	75 000	40 000	–	–	–	<b>290 000</b>
Charges et niveaux critiques	45 000	35 000	70 000	55 000	30 000	135 000	–	–	<b>370 000</b>
Modélisation dynamique	35 000	40 000	35 000	20 000	80 000	140 000	–	–	<b>350 000</b>
Gestion de la base de données	85 000	65 000	60 000	70 000	75 000	35 000	–	–	<b>390 000</b>
<b>Total (PIC, Équipe spéciale des aspects sanitaires et CMEI)</b>	<b>305 000</b>	<b>260 000</b>	<b>310 000</b>	<b>250 000</b>	<b>300 000</b>	<b>310 000</b>	<b>115 000</b>	<b>240 000</b>	<b>2 090 000<sup>i</sup></b>

*Notes* : Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes du tableau 4. En outre, CCP = Centre de coordination du Programme; CRPP = Centre de recherche principal du Programme; CP = Centre du Programme; CCE = Centre de coordination pour les effets.

<sup>a</sup> Pays chef de file : Allemagne; Centre de coordination du Programme : Institut Johann Heinrich von Thünen (vTI), Institut de recherche sur les écosystèmes forestiers, Eberswalde (Allemagne).

<sup>b</sup> Pays chef de file : Norvège; Centre du Programme : Institut norvégien de recherche sur l'eau (NIVA), Oslo.

<sup>c</sup> Pays chefs de file : Italie et Suède; Centre de recherche principal du Programme : Swerea Kimab AB, Stockholm.

<sup>d</sup> Pays chef de file : Royaume-Uni; Centre de coordination du Programme : Centre for Ecology and Hydrology, Bangor (Royaume-Uni).

<sup>e</sup> Pays chef de file : Suède; Centre du Programme : Institut finlandais de l'environnement, Helsinki.

<sup>f</sup> Pays chef de file : France; Centre de coordination pour les effets : Institut néerlandais de la santé publique et de l'environnement, Bilthoven (Pays-Bas).

<sup>g</sup> Équipe dirigée par le Centre européen pour l'environnement et la santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Bonn (Allemagne); les dépenses essentielles de coordination sont prises en charge par le Centre.

<sup>h</sup> Centre hébergé par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, Laxenburg (Autriche).

<sup>i</sup> Viennent s'ajouter au budget total les dépenses d'appui aux programmes, qui représentent 3 % du budget total, soit 62 700 dollars.

Tableau 10  
**Contributions enregistrées pour financer en partie les activités relatives aux effets en 2014**

(En dollars É.-U.)

	<i>Contributions en espèces versées par le fonds d'affectation spéciale</i>		<i>Contributions en nature</i>	<i>Total des contributions enregistrées</i>	<i>Budget 2014</i>	<i>Déficit budgétaire (en pourcentage)</i>
	<i>Réservées</i>	<i>Non réservées<sup>a</sup></i>				
PIC-Forêts	59 900	47 600	164 470	379 470	305 000	–
PIC-Eaux	41 900	47 600	242 000	421 000	260 000	–
PIC-Matériaux	–	47 600	133 600	228 800	310 000	26
PIC-Végétation	–	47 600	202 508	297 708	250 000	–
PIC-Surveillance intégrée	–	47 600	225 600	320 800	300 000	–
PIC-Cartographie et CCE	–	47 600	743 337	838 537	310 000	–
CMEI	38 600	47 600	–	172 400	240 000	28
Équipe spéciale des aspects sanitaires	–	47 600	129 809	225 009	115 000	–
<b>Total</b>	<b>140 400</b>	<b>380 800</b>	<b>1 841 324</b>	<b>2 883 724</b>	<b>2 090 000</b>	<b>–</b>

*Note* : Viennent s'ajouter au budget total les dépenses d'appui aux programmes, qui représentent 3 % de ce budget, soit 62 700 dollars.  
 Les abréviations utilisées dans le tableau sont définies dans les notes du tableau 4. En outre, CCE = Centre de coordination pour les effets.

<sup>a</sup> Les contributions non réservées ont été réparties à égalité entre les PIC, l'Équipe spéciale des aspects sanitaires et le CMEI.

Tableau 11  
**Barème des contributions au fonds d'affectation spéciale recommandé pour les activités de base non visées par le Protocole EMEP pour 2016-2017, compte tenu de la demande de l'Organe exécutif tendant à modifier le tableau de sa décision 2002/1 révisée, et du tableau 10 ci-dessus**

<i>Partie à la Convention<sup>a</sup></i>	<i>Taux de contribution au budget de l'ONU 2013<sup>b</sup> (en pourcentage)</i>	<i>Barème recommandé (en pourcentage)</i>	<i>Contribution recommandée (en dollars É.-U.) par an</i>
<i>Pays non membres de l'Union européenne</i>			
Albanie	0,010	0,023	495
Arménie	0,007	0,016	344
Azerbaïdjan	0,040	0,094	2 024
Bélarus	0,056	0,132	2 842
Bosnie-Herzégovine	0,017	0,040	861
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,008	0,019	409
Fédération de Russie	2,438	5,728	123 307
Géorgie	0,007	0,016	344
Islande	0,027	0,063	1 356
Kazakhstan	0,121	0,284	6 114
Kirghizistan	0,002	0,005	108
Liechtenstein	0,009	0,021	452
Monaco	0,012	0,028	603
Monténégro	0,005	0,012	258
Norvège	0,851	2,000	43 054
République de Moldova	0,003	0,007	151
Serbie	0,040	0,094	2 024
Suisse	1,047	2,460	52 956
Turquie	1,328	3,120	67 164
Ukraine	0,099	0,233	5 016
<i>Pays de l'Union européenne</i>			
Allemagne	7,141	16,779	361 202
Autriche	0,798	1,875	40 363
Belgique	0,998	2,345	50 481
Bulgarie	0,047	0,110	2 368
Chypre	0,047	0,110	2 368
Croatie	0,126	0,296	6 372
Danemark	0,675	1,586	34 142
Espagne	2,973	6,986	150 388
Estonie	0,040	0,094	2 024
Finlande	0,519	1,219	26 241
France	5,593	13,142	282 908
Grèce	0,638	1,499	32 269
Hongrie	0,266	0,625	13 454
Irlande	0,418	0,982	21 140
Italie	4,448	10,451	224 979

<i>Partie à la Convention<sup>a</sup></i>	<i>Taux de contribution au budget de l'ONU 2013<sup>b</sup> (en pourcentage)</i>	<i>Barème recommandé (en pourcentage)</i>	<i>Contribution recommandée (en dollars É.-U.) par an</i>
Lettonie	0,047	0,110	2 368
Lituanie	0,073	0,172	3 703
Luxembourg	0,081	0,190	4 090
Malte	0,016	0,038	818
Pays-Bas	1,654	3,886	83 654
Pologne	0,921	2,164	46 584
Portugal	0,474	1,114	23 981
République tchèque	0,386	0,907	19 525
Roumanie	0,226	0,531	11 431
Royaume-Uni	5,179	12,169	261 962
Slovaquie	0,171	0,402	8 654
Slovénie	0,100	0,235	5 059
Suède	0,960	2,256	48 565
Union européenne	–	3,330	71 725
<b>Total</b>	<b>41,142</b>	<b>100,000</b>	<b>2 152 700</b>